



Le collectif de parents et leurs enfants devant l'école Jean-Jaurès d'Epina-sur-Seine samedi.

Des parents d'élèves dénoncent la «discrimination territoriale»

Auverlot, inspecteur d'académie en Seine-Saint-Denis, a en tout cas une vision plus optimiste du problème des remplacements. «En janvier, il y a eu des tensions avec jusqu'à 15% d'enseignants absents en même temps à Epina, contre 7,5%, la moyenne nationale, dit-il. Ceci s'explique essentiellement par les épidémies saisonnières. Mais tout est redevenu normal. De plus, avec 27 remplaçants pour 276 classes au total, Epina est dans la moyenne. Et à la rentrée, je vais rajouter deux postes. Mais s'il y a des épidémies, ce sera difficile d'éviter les problèmes. Or, peut-on calibrer le remplacement sur quelques semaines dans l'année?» L'inspecteur pense aussi qu'il y aurait une évolution dans les congés de maternité, plus longs. Mais d'après lui, la Seine-Saint-Denis reste «privilegiée» par l'Education nationale, pour compenser ses handicaps sociaux: «C'est le département où le seuil à partir duquel on ouvre une classe est le plus bas [23 élèves] et où les décharges de cours pour les directeurs sont les plus importantes.» Mais à la rentrée, il n'échappera pas aux suppressions de postes - 20 dans le premier degré pour 2000 élèves en plus...

POLÉMIQUES. Le collectif de parents présentera demain le texte de sa saisine de la Halde, en présence d'une brochette d'élus mais sans les syndicats enseignants, très discrets dans cette affaire. La question des absences, est, pour eux, toujours délicate. Ils craignent de voir relancer de vieilles polémiques autour des profs qui abusent des congés...

Révolté par le remplacement insuffisant des enseignants absents, un collectif d'Epinais (Seine-Saint-Denis) porte l'affaire devant la Halde.

Par **VÉRONIQUE SOULÉ**
Photo **JEAN-MICHEL SICOT**

«**C**haque jour, on fait le tour des 28 écoles d'Epinais pour compter les profs absents non remplacés. Depuis septembre 2010, il y a eu ainsi 630 jours de perdus, avec des classes qui se sont retrouvées sans enseignant et des enfants qui ont dû rentrer chez eux. Si on rapporte ce chiffre au nombre d'écoles et de jours travaillés, cela signifie qu'un jour sur quatre, une classe n'a pas eu cours faute de remplaçant !» Membre de la FCPE, la première fédération de parents d'élèves, Mathieu Glaymann a un fils à l'école primaire Jean-Jaurès d'Epinais-sur-Seine, en Seine-Saint-Denis. Avec d'autres parents, depuis deux mois, ils occupent la journée le bureau de la directrice :

REPORTAGE

sauf urgence, ils bloquent l'accès au téléphone, à l'ordinateur... Ils ont aussi organisé deux journées de blocage des écoles spinassiennes. Demain, ils passent à l'étape supérieure : ils saisissent la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) pour «discrimination territoriale» en matière d'enseignement. Une première dans l'histoire pourtant riche des mobilisations dans l'éducation.

DÉFAILLANTE. Le collectif est convaincu qu'Epinais n'est pas traité sur un pied d'égalité avec les autres communes d'Ile-de-France, hors de Seine-Saint-Denis. Or, plus qu'ailleurs d'après lui, l'école y joue un rôle clé, d'intégration et d'ascenseur social. Si elle est défaillante, de plus en plus de familles qui le peuvent vont fuir vers le privé

ou des communes plus favorisées. «Un jour, à Jean-Jaurès, il y a eu 75 élèves, sur 250, avec des profs absents non remplacés. Et comme beaucoup de parents sont au chômage, on ne se gêne pas pour leur demander de reprendre leurs enfants», souligne Mathieu Glaymann. Auparavant, il a vécu dans les Yvelines et les

«Comme beaucoup de parents sont au chômage, on ne se gêne pas pour leur demander de reprendre leurs enfants.»

Mathieu Glaymann du collectif de parents

Hauts-de-Seine, où son fils aîné était scolarisé : «C'était un jour d'absence par-ci, un autre par là, rien de plus.» D'autres parents ont fait leur enquête dans les départements voisins. Avec le même constat : c'est pire à Epinais.

Le collectif sait que la Halde ne pourra pas se prononcer sur le fond. En effet, le territoire ne figure pas parmi les 18 critères de discrimination retenus par la loi. Mais les parents attendent autre chose : que la Halde fasse des «recommandations», comme la loi l'y autorise, et qu'elle demande une comparaison du remplacement en primaire en Ile-de-France. Ils s'appuient sur le précédent de La Courneuve : en 2009, le maire avait saisi la Halde pour «discrimination territoriale», et

dans sa réponse, la Halde avait, entre autres, préconisé d'étudier les éventuelles discriminations à l'emploi d'habitants de La Courneuve, en raison de leur adresse.

«Sur la saisine de la Halde, il m'est impossible de me prononcer» : Daniel

jet du ministère d'assouplir les règles du remplacement – les profs seraient désormais envoyés faire des remplacements dans des départements voisins du leur. Patrick Braouezec, député de Seine-Saint-Denis, qui fut instituteur pendant vingt ans à Saint-Denis, sera présent demain, aux côtés notamment du président socialiste du conseil général, Claude Bartolone, et du maire divers droite d'Epinais, Hervé Chevreau. «Dans le département, il y a des discriminations dans de nombreux services publics, explique-t-il. Les queues sont interminables à la poste pour des problèmes de remplacement, et il faut deux mois pour avoir une carte d'identité. Mais c'est plus criant dans l'éducation, car c'est une discrimination lourde de conséquences pour nos jeunes.» Le député comprend aussi que «des jeunes profs envoyés, nombreux, en Seine-Saint-Denis, avec une formation appauvrie par la réforme, puissent craquer». Avant de tirer un coup de chapeau aux «parents d'Epinais qui ne se résignent pas». ◆

REPÈRES

LA HALDE

La Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité peut être saisie par toute personne s'estimant victime de discrimination. Elle mène des enquêtes et propose des modifications législatives.

«Oui, vous, parents d'élèves, vous avez le droit d'attendre de l'école primaire de vos enfants qu'elle soit excellente.»

Nicolas Sarkozy le 15 février 2008

46%

C'est le taux d'élèves de CM2 de Seine-Saint-Denis aux acquis «fragiles» ou «insuffisants» en maths (33% au niveau national en 2010).

La Seine-Saint-Denis (1,5 million d'habitants) est le département le plus jeune de France, avec 29% de moins de 20 ans, et l'un des plus fragiles socialement (17% de chômage, 28% de ménages pauvres). Au collège, 43,7% des élèves sont issus de milieux défavorisés.